

505LN105 / 19

4.12

(1939)

Appréciation de la qualité des services
des agents à l'essai

Instruction Générale P N° 20 28. 7.39

Appréciation de la qualité des services des agents à l'essai

SOCIÉTÉ NATIONALE

des

CHEMINS DE FER
FRANÇAIS

INSTRUCTION GÉNÉRALE

SÉRIE PERSONNEL N° 20

P

Paris, le 28 juillet 1939

DEL.
COL.

Nm.
41

III

APPRÉCIATION DE LA QUALITÉ DES SERVICES DES AGENTS A L'ESSAI

Article 1.

Aux termes de la Convention collective du Personnel du Cadre permanent (art. 10, § 3) « les agents à l'essai qui ne donnent pas satisfaction peuvent être licenciés avec le préavis d'usage par décision du Chef du Service à condition qu'ils aient, au préalable, reçu notification par le Chef d'Arrondissement (ou assimilé) d'un avertissement spécifiant que le licenciement sera prononcé après un délai déterminé s'ils n'améliorent pas leur manière de servir. Ils sont, avant d'être licenciés mis à même de fournir leurs explications écrites ».

La présente Instruction Générale a pour objet de fixer la procédure à suivre pour l'application de ces dispositions.

Article 2.

Pour les agents dont la durée normale du stage d'essai est d'un an, le notateur au premier degré remplit à l'expiration du huitième mois du stage un Bulletin de renseignements mod. P-III-4 sur lequel il indique notamment son appréciation sur le travail, l'aptitude professionnelle et la conduite de l'intéressé et l'adresse au Chef d'Arrondissement.

Si la manière de servir de l'agent en cause est satisfaisante, le Chef d'Arrondissement conserve le Bulletin P-III-4 sans autre formalité.

Quand, par contre, au vu des renseignements qui lui ont été adressés, le Chef d'Arrondissement estime qu'il y a lieu d'envisager le licenciement de l'agent, il fait remettre à ce dernier un avis mod. P-III-5 par lequel l'intéressé est averti qu'il sera licencié si, dans un délai de six semaines au maximum, sa manière de servir n'est pas devenue pleinement satisfaisante.

Article 3.

A l'expiration du délai visé à l'article précédent, le notateur au premier degré adresse au Chef d'Arrondissement un nouveau Bulletin mod. P-III-4

dans lequel il indique si l'intéressé a ou non tenu compte de l'avertissement qui lui a été donné ; s'il estime que l'intéressé doit être licencié, le notateur joint à son Bulletin les explications écrites de l'agent en cause.

Article 4.

Sur le vu du Bulletin établi par le notateur au premier degré et, le cas échéant, des explications écrites de l'intéressé, le Chef d'Arrondissement propose au Chef du Service de décider le maintien à la Société Nationale de l'agent en cause ou de prononcer son licenciement.

Article 5.

S'il s'agit d'un ancien mineur confirmé dont la durée du stage d'essai est réduite à six mois, les dispositions des articles 2, 3 et 4 ci-dessus sont applicables sauf que le premier Bulletin mod. P-III-4 est adressé au Chef d'Arrondissement à l'expiration du troisième mois de stage.

Article 6.

S'il s'agit d'un ancien mineur confirmé dont la durée du stage d'essai est réduite à trois mois, le premier Bulletin mod. P-III-4 est adressé au Chef d'Arrondissement à l'expiration du premier mois de stage et, dans le cas où il ne donne pas satisfaction, l'intéressé est averti par avis mod. P-III-5 que son licenciement sera prononcé si sa manière de servir ne s'est pas suffisamment améliorée au cours du deuxième mois. Le deuxième Bulletin est adressé au Chef d'Arrondissement à l'expiration de ce deuxième mois.

Article 7.

L'attention des notateurs au premier degré est attirée sur la nécessité de suivre de très près les agents à l'essai placés sous leurs ordres, afin de s'assurer que les intéressés possèdent bien les aptitudes professionnelles et physiques ainsi que les qualités morales requises pour faire leur carrière au Chemin de fer.

Si, à un moment quelconque de son stage un agent à l'essai se révèle insuffisant, à l'un de ces points de vue, le notateur au premier degré doit adresser immédiatement le Bulletin mod. P-III-4 au Chef d'Arrondissement, sans attendre l'expiration des délais prévus aux articles 2, 5 et 6 ci-dessus.

Le Directeur général,

R. LE BESNERAIS